



VOUS AVEZ DIT POGNON DE DINGUE ? !

A contrario de l'affichage sur le Budget de l'État qui ne doit pas être « insincère », la CGT ne peut que dénoncer l'imposture intellectuelle du Budget 2019.

Imposture quand on prétend faire « le choix du travail » alors que c'est précisément le monde du travail qui fait les frais du prochain budget. Quelle injustice, alors même que l'augmentation faramineuse du déficit de l'État est en premier lieu due à la transformation du CICE en baisses de cotisations.

Imposture encore, quand on prétend réaliser 6 milliards d'euros de baisses d'impôts alors qu'en fait la suppression des cotisations sociales au titre notamment des assurances chômage et maladie et l'exonération des cotisations sociales sur les heures supplémentaires sont un hold-up sur les salariés auxquels on ampute, de fait, une partie du salaire brut et socialisé, avec toutes les conséquences que l'on connaît sur la sécurité sociale et son financement. On donne d'une main ce que l'on reprend de l'autre en un savant tour de passe-passe !

Imposture toujours, quand on met en avant l'augmentation du minimum vieillesse alors que, dans le même temps, les retraités subissent de plein fouet la hausse de la CSG à taux plein et la désindexation des pensions.

Imposture, enfin, quand on prétend mieux servir les usagers alors même que les coupes dans les effectifs mettent le service public à l'os et font courir les plus grands risques à la qualité et à l'égal accès aux services publics de santé, d'éducation, du travail, de l'écologie, des finances, etc.

La CGT dénonce un budget qui lamine le modèle social français. La CGT est porteuse de propositions au service d'un financement pérenne des politiques publiques et des services publics indispensables à leur réalisation. [RDV le 09 octobre et après !](#)

AMIANTE TRIPODE : ENCORE L'IMPASSE

À l'occasion du CHSCT Finances 44 de ce jour, le « coordinateur » de Bercy sur les questions d'amiante a pu être interpellé par les anciens du Tripode invités par l'intersyndicale. Ce fut l'occasion de l'interroger vigoureusement sur la non-position de Bercy au sujet du rapport mensonger de l'IGAS sur le Tripode et sur la mise en place très obscure d'une commission de réforme en Centrale pour ces questions. Bousculé sur l'immobilisme de

Bercy (quand ce n'est pas le rétro pédalage), il n'a pu que répondre qu'il n'avait pas de mandat pour s'exprimer sur ces questions et que Bercy ne faisait qu'appliquer les textes. Bref, une caricature de rond de cuir qui n'a pas rassuré d'un iota les victimes de l'amiante présentes à cette réunion. La conclusion de notre camarade Francis Judas fut de rappeler que dans ce cadre très décevant, nous serions obligés de reprendre les actions coup de poings pour gagner sur nos légitimes revendications.

DE PLUS EN PLUS
D'OFFRES D'EMPLOI
BIDONS

JE VIENS
POUR L'ANNONCE
DU MINISTÈRE DE
LA SOLIDARITÉ, DE
L'ENTRAIDE ET DU
PARTAGE ÉQUITABLE
DES RICHESSES !



AUGMENTER LES SALAIRES

Alors qu'on nous bassine sur la supposée nécessité de baisser drastiquement le nombre de fonctionnaires, rappelons la réalité. L'État dans ses différentes composantes (État central et collectivités locales) **dépense moins aujourd'hui (6,4 % du PIB) pour rémunérer ses employés qu'en 1952 (6,6 % du PIB)**. Les collectivités locales ont certes fortement accru leurs dépenses qui sont passées de 0,8 point de PIB en 1952 à 2,5 % en 2017 mais dans le même temps celles de l'État central ont davantage baissé encore passant de 5,9 points de PIB à 3,8...

La part du PIB consacrée à la rémunération des employés du secteur public s'était sensiblement accrue entre 1969 et 1983 mais depuis vingt ans elle tend à baisser de façon quasi constante et la crise de 2009 n'a qu'à peine inversé la tendance pendant un an ou deux... **Voilà pourquoi il est possible et nécessaire d'augmenter les fonctionnaires !**

